

que le prouvent le programme Papen et l'attitude du capital financier envers lui — à des aventures économiques.

Aux premiers signes du renouveau industriel, le capitalisme allemand se montrera tel que le passé historique l'a créé et non tel que les moralistes libéraux voudraient le voir. Les entrepreneurs avides de profit élèveront de nouveau la pression de la vapeur, sans faire attention au manomètre. La chasse aux crédits étrangers prendra de nouveau un caractère fébrile. Les possibilités d'expansion sont minimales? D'autant plus nécessaire de se les monopoliser. Le monde effrayé observera le tableau de la période passée, seulement sous la forme de convulsions encore plus violentes. Simultanément à cela, se poursuivra le rétablissement du militarisme allemand. Comme s'il n'y avait pas eu les années 1914-1918. La bourgeoisie allemande place de nouveau à la tête de la nation des barons de l'est de l'Elbe. Sous le signe du bonapartisme, ceux-ci sont encore plus enclins à risquer la tête de la nation que sous le signe de la monarchie légitime.

Dans leurs instants de clairvoyance, les chefs de la social-démocratie allemande doivent se demander eux-mêmes : par quel miracle, après tout ce qu'il a fait, leur parti dirige-t-il encore des millions d'ouvriers? Le conservatisme inhérent à chaque organisation de masses est certainement d'une grande importance. Plusieurs générations d'ouvriers sont passées par la social-démocratie comme par une école politique : cela a créé une grande tradition. Cependant, la cause de la ténacité du réformisme ne réside pas en cela. Les ouvriers ne peuvent simplement abandonner la social-démocratie malgré tous les crimes de celle-ci : ils doivent pouvoir la remplacer par un autre parti. Cependant, le PC allemand, dans la personne de sa direction, entreprend depuis les neuf dernières années tout ce qui dépend décisivement de ses forces pour repousser les masses de lui ou, du moins, pour les empêcher de se grouper autour du PC.

La politique de capitulation de Staline-Brandler en 1923 ; le zigzag ultragauchiste de Maslow-Ruth Fischer-Thaelmann en 1924-1925 ; le rampement opportuniste devant la social-démocratie en 1926-1928 ; les aventures de la « troisième période » en 1928-1930 ; la théorie et la pratique du social-fascisme et de la « libération nationale » en 1930-1932 — tels sont les termes de l'addition. Voici leur somme : Hindenburg, Papen, Schleicher et Co.

Sur la voie capitaliste, il n'y a pas d'issue pour le peuple allemand. En cela réside la source la plus importante de force du PC.

L'exemple de l'Union soviétique montre

expérimentalement qu'une issue sur la voie socialiste est possible. En cela réside la seconde source de force du PC.

Mais grâce aux conditions de développement de l'état prolétarien isolé, arriva à la tête de l'Union soviétique une bureaucratie nationale-opportuniste qui ne croit pas à la révolution mondiale, préserve son indépendance de celle-ci et en même temps maintient une domination illimitée sur l'I. C. En cela réside à présent le plus grand malheur pour le prolétariat allemand et international.

La situation en Allemagne est comme spécialement créée pour permettre au PC de conquérir en peu de temps la majorité des ouvriers. Seulement le PC devrait comprendre qu'il ne représente aujourd'hui que la minorité du prolétariat et engager des pas fermes dans la voie de la politique du front unique. Au lieu de cela, le PC s'est approprié une tactique que l'on peut exprimer dans les termes suivants : ne donner au prolétariat allemand la possibilité ni de mener des luttes économiques, ni d'opposer une résistance au fascisme, ni de saisir l'arme de la grève générale, ni non plus de créer des soviets, avant que l'ensemble du prolétariat reconnaisse par avance le rôle dirigeant du PC. La tâche politique est transformée en un ultimatum.

D'où pouvait provenir cette méthode funeste? La réponse en est donnée par la politique de la fraction staliniste dans l'Union soviétique. Là, l'appareil a transformé la direction politique en un commandement administratif. En ne permettant pas aux ouvriers ni de discuter, ni de critiquer, ni d'élire, la bureaucratie staliniste ne leur parle pas autrement que dans le langage de l'ultimatum. La politique de Thaelmann est une tentative de traduire le stalinisme en mauvais allemand. La différence consiste cependant en ceci que la bureaucratie de l'URSS dispose pour sa politique de commandement de la puissance d'Etat qu'elle a reçue des mains de la Révolution d'octobre. Par contre, Thaelmann possède pour renforcer son ultimatum seulement l'autorité formelle de l'Union soviétique. C'est une grande source d'aide morale, mais dans les conditions données elle ne suffit qu'à fermer la bouche aux ouvriers communistes mais pas à conquérir les ouvriers social-démocrates. Et c'est à cette dernière tâche que se réduit maintenant le problème de la Révolution allemande.

Liée aux travaux antérieurs de l'auteur consacré à la politique du prolétariat allemand, la brochure présente tente d'examiner les questions de la politique révolutionnaire allemande à une nouvelle étape.

Prinkipo, 13 septembre 1932.

L. Trotsky.

# LA SEULE VOIE

## I.— Bonapartisme et fascisme

Tâchons de nous représenter brièvement ce qui est arrivé et où nous en sommes.

Grâce à la social-démocratie, le gouvernement Brüning disposait du soutien du Parlement pour gouverner au moyen des décrets-lois. Les chefs social-démocrates disaient : « De cette manière, nous barrerons la route du pouvoir au fascisme. » La bureaucratie stalinienne disait : « Non, le fascisme a déjà triomphé, le régime Brüning, c'est déjà le fascisme. » L'un comme l'autre était faux. Les social-démocrates faisaient passer le recul passif devant le fascisme pour un combat contre le fascisme. Les stalinienens présentaient les choses comme si la victoire du fascisme était un fait accompli. La force combattive du prolétariat était sapée des deux côtés et la victoire de l'ennemi facilitée et rapprochée.

En son temps, nous avons défini le gouvernement Brüning comme bonapartisme (« caricature du bonapartisme »), c'est-à-dire comme un régime de dictature militaire-policière. Aussitôt que la lutte entre deux camps sociaux — les possédants et les prolétaires, les exploités et les exploités — atteint la plus haute tension, sont établies les conditions pour la domination de la bureaucratie, de la police et de la soldatesque. Le gouvernement devient « indépendant » de la société. Rappelons-nous encore une fois ceci ; si l'on plante symétriquement deux fourchettes dans un bouchon, celui-ci peut tenir même sur une tête d'épingle. C'est précisément le schéma du bonapartisme. Naturellement, un tel gouvernement ne cesse pas d'être le commis des possédants. Mais le commis est assis sur l'échine du maître, il lui meurtrit la nuque et ne se gêne pas pour lui froter, si besoin est, la figure avec sa botte.

On pouvait supposer que Brüning se maintiendrait jusqu'à la solution définitive. Mais, dans la marche des événements, un membre s'est encore intercalé : le gouvernement Papen. Si nous voulons être précis, nous devons apporter une rectification à notre définition antérieure : le gouvernement Brüning était un gouvernement pré-bonapartiste. Brüning n'était qu'un précurseur. Sous une forme évoluée, le bonapartisme est entré en scène dans la personne du gouvernement Papen-Schleicher.

Où réside la différence? Brüning affirmait ne pas connaître de plus grand bonheur que « servir » Hindenburg et le paragraphe 48. Hitler « soutenait » du poing la hanche droite de Brüning. Mais du coude gauche, Brüning se tenait à l'épaule de Wels. Au Reichstag, Brüning avait une ma-

jeorité qui lui ôtait la nécessité de compter avec celui-ci.

Plus l'indépendance de Brüning à l'égard du Parlement grandissait, plus le sommet de la bureaucratie se sentait indépendant de Brüning et des groupements politiques se tenant derrière lui. Il ne restait qu'à rompre définitivement les liens avec le Reichstag. Le gouvernement von Papen est issu d'une conception bureaucratique immaculée. Du coude droit, il s'appuie sur l'épaule de Hitler. Avec son poing policier, il se maintient contre le prolétariat. En cela réside le secret de sa « stabilité », c'est-à-dire de ce qu'il n'est pas tombé au moment de sa création.

Le gouvernement Brüning avait un caractère clérical-bureaucratique-policière. La Reichswehr restait encore en réserve. A côté de la police, le « Front de Fer » servait comme soutien immédiat de l'ordre. Dans l'élimination de la dépendance du Front de Fer consista précisément l'essence du coup d'Etat Hindenburg-Papen. Les généraux avançaient de ce fait à la première place.

Les leaders social-démocrates se sont avérés comme complètement dupés. C'est aussi ce qu'il leur convient en période de crise sociale. Ces intrigants petits-bourgeois semblent intelligents dans les circonstances où l'intelligence n'est pas nécessaire. Maintenant, ils tirent la nuit la couverture au-dessus de la tête, ils suent et espèrent un miracle ; à la fin, on pourra peut-être sauver non seulement la tête, mais les meubles moelleux et les petites économies innocentes. Mais il n'y aura pas de miracles...

Mais malheureusement le Parti communiste a été aussi complètement surpris par les événements. La bureaucratie stalinienne n'a rien su prévoir. Aujourd'hui Thalmann, Remmelé et autres parlent à chaque occasion du « coup d'Etat du 20 juillet ». Comment donc? D'abord, ils affirmaient que le fascisme était déjà là et, en parler comme quelque chose pour l'avenir, seuls le pouvaient les « trotskystes contre-révolutionnaires ». Maintenant, il s'avère que, pour passer de Brüning à Papen — pas à Hitler, mais uniquement à Papen — tout un « coup d'Etat » fut nécessaire. Mais le contenu de classe de Severing, Brüning et Hitler, nous enseignaient ces sages, est « le même ». Alors, d'où vient le coup d'Etat et dans quel but?

Mais la confusion ne s'arrête pas là. Quoique la différence entre le bonapartisme et le fascisme soit maintenant assez claire-

11) Reprendre cette définition pour analyser le caractère du stalinisme et montrer la différence —